

« Les riches sont deux fois plus nombreux à partir en vacances que les pauvres, et cela depuis 30 ans ». Entretien avec Sandra Hoibian du Crédoc

27 juillet 2018



Que peut-on dire aujourd'hui des inégalités face aux vacances ?

La dernière enquête sur les départs en vacances publiée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Crédoc) date de 2016 [1]. Depuis, nous constatons une légère diminution du taux de départ, que nous associons à la montée de la flexibilité du marché du travail, qui rend plus difficile de prendre des congés. Ceci dit, le taux de départ en vacances varie peu depuis une trentaine d'années, autour de 60 %. De même que les écarts entre les groupes sociodémographiques : les riches sont deux fois plus nombreux à partir en vacances que les plus pauvres, et cela depuis trente ans !

D'où viennent ces écarts ?

Notre enquête sur le budget des familles montre que le budget vacances pour les plus modestes est bien supérieur à leur budget santé par exemple. Du coup, partir en vacances est une variable d'ajustement importante. En cas de difficultés financières, on réduit un peu les soins, l'alimentation, mais on supprime surtout les vacances.

Les inégalités ne portent pas que sur le fait même de partir. Partir plus ou moins loin distingue aussi les catégories sociales. Les voyages à l'étranger sont clairement le propre d'une partie de la population, de même que les vacances au ski. Il y a une sorte de surmédiation des voyages marchands par rapport à la réalité des pratiques : les sports d'hiver, par exemple, qui envahissent nos journaux télé en février, concernent seulement 7 % de la population.

La fréquence des séjours compte aussi. Ce n'est pas la même chose de partir une fois dans l'année ou six, de pouvoir s'offrir régulièrement des week-ends hors de son domicile. Les plus aisés recourent au « low cost », à Airbnb, pour partir plus souvent mais pas forcément longtemps, pour multiplier les départs. Les plus modestes rentabilisent le trajet en restant plus longtemps à un même endroit : les frais de transport représentent une partie importante du budget total des vacances.

Est-ce seulement une question de revenus ?

Non. Un autre frein au départ en vacances et à la multiplication des séjours tient au réseau social. Pour partir souvent, il faut avoir de la famille ou des amis dans un endroit agréable et avec une maison assez grande pour accueillir. Là aussi, il faudra prévoir de faire un trajet pour ne rester que quelques jours : on ne peut pas s'imposer plusieurs semaines chez les autres.

Il y a aussi de grandes différences dans la gestion du temps des vacances. Une journée « vacances » pour les plus aisés et les plus diplômés, qui ont l'habitude de faire du sport, de sortir, de voir des spectacles au quotidien, va être très remplie. Ils vont multiplier, exactement comme ils le font tout au long de l'année, les pratiques sportives et culturelles.

Les inégalités sociales sont grandes, mais malgré tout, les vacances demeurent un moment privilégié pour rompre, au moins en partie, la forte segmentation des pratiques culturelles et sportives entre catégories sociales, qui prévaut tout le reste de l'année. Sur la plage, dans les festivals,

dans les visites du patrimoine, au travers des animations, il y a moins d'entre-soi, les couches sociales se côtoient plus qu'à l'habitude. Les vacances peuvent constituer une formidable occasion de découvrir, d'expérimenter des pratiques culturelles et sportives à moindre coût financier bien sûr (en les testant de manière éphémère, voire gratuitement selon les politiques mises en place) mais aussi en limitant les biais d'information, de démarches, etc. En mettant en place des politiques qui favorisent le départ en vacances, et en les accompagnant d'offres de loisirs accessibles sur les lieux de villégiature des plus modestes, on a une opportunité de faire bouger les lignes des inégalités sociales plus généralement.

Dans le cadre de notre enquête sur les « budgets de référence » menée pour l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) [2] nous avons demandé à la population ce qui était nécessaire, non pas pour survivre, mais pour se sentir intégré dans la société, selon différentes configurations familiales. Les vacances constituent un facteur fort aux côtés des dépenses pour l'hygiène, la beauté et le numérique. Ces dépenses ne sont pas du côté du « superflu » comme on pourrait le penser. Dans une société où ces pratiques sont majoritaires, ne pas avoir de téléphone mobile, ne pas avoir le budget minimum pour se maquiller ou prendre soin de son corps, ne pas pouvoir s'offrir des vacances, nuisent à l'intégration sociale. Entre deux personnes qui ont le même niveau de vie, le même âge, le même sexe, qui vivent dans une commune de même taille, celle qui part en vacances se sent plus aisée que celle qui ne part pas [3] Au-delà de donner à voir un certain statut social, les vacances créent aussi de la sociabilité, à la fois sur les lieux de vacances, mais également au retour : on peut en parler avec son entourage, ses collègues, ses voisins, sans risque de polémique. C'est un sujet consensuel, un peu comme le foot !

Ces constats sont évidemment encore plus vrais pour ceux qui ont des enfants : les familles qui ne peuvent pas offrir de vacances à leurs enfants expriment un sentiment d'exclusion.

Comment réduire les inégalités face aux vacances ?

Les aides financières au départ en vacances sont essentiellement mobilisées par les classes moyennes parce qu'elles sont salariées et qu'une partie disposent des chèques-vacances [4] Il faudrait créer de nouvelles aides et rendre plus visibles les aides existantes : les Caisses d'allocations familiales offrent par exemple des aides aux vacances, mais ce sont des enveloppes ponctuelles décidées, localement et donc pas nécessairement bien identifiées.

On pourrait aussi imaginer une aide à l'organisation des vacances. Monter son projet vacances n'est pas simple pour tout le monde et nécessite du temps et des connaissances pour optimiser le budget, le temps, prévoir les activités à faire avec les enfants. Il y a beaucoup de méconnaissance et d'anxiété, notamment vis-à-vis des arnaques sur Internet, pour ceux qui n'ont pas l'habitude de partir. Les offres de la nouvelle économie sont peu sécurisantes, un label ou une plateforme de l'État pourraient en garantir la fiabilité et rassurer les plus modestes. Le risque financier est déjà trop important pour que le projet capote.

Enfin, il y a un troisième levier : l'éducation aux vacances. Quand on a eu l'habitude, petit, de partir en voyage, on a moins d'appréhension face à l'inconnu que les vacances peuvent constituer par rapport aux habitudes quotidiennes. Il faut donc faire en sorte que les plus jeunes partent davantage.

Aujourd'hui, il y a sans doute un enjeu avec ce qu'on appelait les « colonies de vacances ». Les colonies populaires sont en nette diminution alors qu'une offre coûteuse de séjours aux activités multiples se développe. Il faudrait soutenir l'offre populaire comme cela a été fait autrefois. Avec des séjours qui comprennent des activités de qualité pour les enfants, pour un prix abordable, dans des lieux qui rassurent les parents. Pour encourager les parents à inscrire leurs enfants en séjours collectifs, on pourrait aussi sensibiliser au fait que les vacances constituent un outil pour l'épanouissement des enfants, d'intégration sociale, voire d'ascension sociale. On sait par exemple que les individus vont davantage au musée dès lors qu'ils ont des enfants parce qu'ils savent que cela peut encourager la réussite de leur progéniture. Un argument sans doute utilitariste, mais qui pourrait être efficace.

Propos recueillis par Nina Schmidt.

Photo / © Credoc

[1] « Les Français dépensent près de 5 % de leur budget pour les vacances », Emilie Daudey, Sandra Hoibian, Sophie Lautié, *Consommation et modes de vie* n° 284, Crédoc, juillet 2016.

[2] « Les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale », *Rapport 2014-2015*, Onpes, mars 2015.

[3] « 2009 : avec la crise, la recherche de vacances économes se développe. », Sandra Hoibian, *Collection des rapports du Crédoc* n° 262, Crédoc, mars 2010

[4] Les chèques-vacances, proposés par l'employeur, permettent de financer des activités culturelles et de loisirs. Voir notre article « Qui reçoit des aides financières pour partir en vacances ? ».

Emplacement :

[Accueil](#) > [Articles](#) > [Entretiens](#) >

Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Les-riches-sont-deux-fois-plus-nombreux-a-partir-en-vacances-que-les-pauvres-et>